

L'arrivée de Bazombanza risque d'aggraver la crise entre pouvoir et Uprona

RFI, 14-02-2014 Burundi : le nouveau premier vice-président contesté Le Parlement burundais a élu le 13 février un nouveau premier vice-président, après le limogeage du président, issu de l'Uprona le principal parti tutsi, au début du mois. Prosper Bazombanza est bien issu des rangs de l'Uprona, mais il ne fait pas l'unanimité au sein du parti qui avait proposé une liste d'autres candidats. Cette élection risque donc d'aggraver la crise entre le parti au pouvoir le Cndd-Fdd et son principal allié, l'Uprona.

L'heure semblait à l'apaisement entre le pouvoir du président Pierre Nkurunziza et le principal parti tutsi du Burundi, l'Uprona, après une trêve de courte durée. Malgré l'opposition du parti Uprona, l'Assemblée nationale puis le parlement ont approuvé une très large majorité hier le nouveau premier vice-président que s'est choisi Pierre Nkurunziza. Il s'agit de Prosper Bazombanza, issu du parti Uprona comme le prévoit la Constitution du Burundi. Mais ce qui a mis de l'huile sur le feu cette fois, c'est que cet ancien gouverneur de province de 54 ans est considéré comme un « vendu » dans le parti. Le porte-parole de l'Uprona, Bonaventure Gasutwa déclare : « C'est un coup de force du parti Cndd-Fdd à l'initiative du parti Uprona parce que c'est lui qui l'a choisi. Nous considérons que c'est une violation flagrante de la Constitution, un acte très dangereux pour la paix dans notre pays ». A la présidence du Burundi, on se réjouit plutôt d'avoir résolu la crise institutionnelle qui commençait à inquiéter. Willy Nyamitwe, le porte-parole du chef de l'Etat : « Le Premier vice-président contresigne les décrets présidentiels, sans premier vice-président c'était même impossible de compléter le gouvernement, alors il y avait urgence. Et la politique ? Vous savez en politique, c'est toujours comme ça ». Mais pour combien de temps ? L'Uprona jure qu'il va organiser la résistance, le pouvoir burundais est prêt à tout faire pour imposer ses choix, « c'est la logique de l'affrontement qui prévaut au Burundi », s'inquiètent de nombreux